

La rationalisation des conflits internationaux : dévoiler l'approche de Bruce Bueno de Mesquita

Elie Baranets*

Bruce Bueno de Mesquita (BdM) est considéré comme un auteur majeur en Relations internationales (RI). Après s'être opposé de manière récurrente aux théoriciens réalistes,¹ il s'est progressivement affirmé, avec James Fearon, comme le principal représentant de l'approche rationaliste appliquée aux phénomènes internationaux. Il est à l'origine de dizaines d'articles dans les revues de science politique les plus cotées,² ainsi que d'ouvrages publiés auprès de maisons d'édition prestigieuses.³ Quant à ses pairs, ils le classent parmi les chercheurs les plus importants au sein de la discipline.⁴ Pour cette raison, son travail – largement méconnu en France – mérite au moins que nous nous y intéressions.

Comme théoricien des relations internationales, BdM s'est particulièrement intéressé à l'origine et à l'issue des guerres. Notre tâche est de nous familiariser avec son œuvre en identifiant certaines forces et faiblesses qui la caractérisent. Or, ce dernier tente d'identifier les déterminants des conflits armés en élaborant des concepts qu'il affine progressivement. Plus encore, il les met au service d'une approche théorique qu'il n'a cessé de chercher à perfectionner trois décennies durant. Pour cette raison, nous sélectionnerons plusieurs de ses publications significatives tout au long de sa carrière universitaire plutôt que d'en isoler un nombre restreint. Il ne s'agit pas de

* Elie Baranets est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Bordeaux

¹ Comme nous le précisons ultérieurement, il s'oppose au réalisme dans sa version classique (représenté par Hans Morgenthau), mais aussi dans sa version structurelle (représenté par Kenneth Waltz).

² Seul ou en équipe, BdM est l'auteur de très nombreux articles pour, entre autres, *The Journal of Conflict Resolution*, *International Organization*, *International Security*, *International Studies Quarterly*, *World Politics*, *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, et, enfin, de pas moins de quatorze articles pour *The American Political Science Review*.

³ MIT Press, Yale University Press ou encore Cambridge University Press.

⁴ C'est ce qui apparaît à la lecture de Daniel MALINIAK, Sue PETERSON, Mike TIERNEY, *TRIP around the World. Teaching, Research, and Policy Views of International Relations Faculty in 20 Countries*, Williamsburg, The Institute for the Theory and Practice of International Relations, College of William & Mary, 2012, où BdM est classé à la fois parmi les auteurs dont les travaux sont jugés, pour la discipline, parmi les « meilleurs » (p. 48) et les plus « influents » (p. 43) au cours de ces vingt dernières années, et parmi les plus « intéressants » de ces cinq dernières années (p. 50). L'importance de BdM apparaît comme encore plus grande si l'on se réfère aux tous derniers sondages effectués, voir <http://foreignpolicy.com/2015/02/03/top-twenty-five-schools-international-relations/> (page internet consultée le 1^{er} novembre 2015.)

présenter ces différents travaux de manière indépendante, mais bien plutôt d'analyser l'évolution de l'approche empruntée de manière critique.⁵

C'est d'ailleurs sans doute l'une des raisons qui expliquent son succès : BdM élabore des modèles clairs, qu'il accepte humblement de réviser lorsque certaines de leurs faiblesses sont dévoilées. En outre, la parcimonie dont il fait part lui permet de développer des théories ambitieuses, au potentiel explicatif bien plus fort que celui des interprétations prudentes et nuancées qui se multiplient par ailleurs. Mais opérer ces simplifications a un coût, sans doute exorbitant : celui de disposer d'une vision des relations internationales déconnectée des interactions sociales.

Dessiner l'itinéraire intellectuel de BdM dans le monde académique (sans traiter donc de la totalité de son œuvre) nous permettra de nous faire une idée sur la pertinence de de son positionnement affiché autant que d'analyser la manière dont celui-ci se transforme. L'article entend ainsi constituer un double apport théorique : nous familiariser avec la perspective d'une figure centrale des RI, fort peu étudié en France, et observer les pratiques caractéristiques de certains chercheurs dans cette discipline. À cette fin, nous présenterons l'approche générale de l'auteur, susceptible d'être traduite par la notion de maximisation de l'utilité escomptée. Puis nous verrons comment il l'exploite plus particulièrement pour expliquer l'issue des conflits armés en fonction des régimes politiques.

La maximisation de l'utilité escomptée : l'élaboration d'un cadre de pensée rationaliste

Il s'agit moins d'étudier un auteur en soi qu'une approche plus ou moins cohérente composée d'hypothèses originales. En tant que qu'auteur rationaliste, BdM adopte le principe selon lequel les acteurs cherchent à maximiser l'utilité escomptée. Mais de quels acteurs parle-t-on, quelles sont leurs préférences, et comment ce tableau général se transforme ?

La maximisation de l'utilité par l'acteur unitaire : des préférences encore indéterminées

BdM s'attache tout d'abord, en 1978,⁶ à réfuter la thèse chère à Karl Deutsch et David Singer selon laquelle les systèmes bipolaires sont belligènes, ainsi que la thèse inverse, soutenue par

⁵ Compte tenu de la très grande multiplicité des hypothèses concernées, nous ne serons pas en mesure de les tester empiriquement de manière exhaustive. L'utilisation d'exemples nous sera parfois utile afin de mettre à l'épreuve certaines des hypothèses développées par l'auteur. Mais un recours plus systématique, ou plus poussé, serait inapproprié. D'une part, notre but premier est d'avantage de présenter et d'analyser de manière précise la manière dont les concepts et hypothèses sont développés par l'auteur que d'en évaluer la pertinence empirique. D'autre part, et surtout, nous insistons justement sur le caractère progressif des concepts et hypothèses concernés. Les théories susceptibles d'être testées sont en trop grand nombre dans notre analyse pour que l'exercice de vérification empirique soit entrepris de manière exhaustive ici.

Kenneth Waltz. D'ailleurs, il présentera souvent par la suite ses approches comme des alternatives au néo-réalisme, voire au réalisme en général. Postulant ici la neutralité de la propension aux risques des acteurs, il estime que l'incertitude peut avoir une influence sur la probabilité de guerre. Néanmoins, celle-ci ne résulte pas tant de la polarité du système, que de changements de polarité du système.⁷ Elle n'agit pas non plus de la même manière sur tous les décideurs. La fermeté des engagements entre États constitue à cet égard une variable majeure susceptible d'influencer l'occurrence ainsi que la durée des guerres.

Il se penche ensuite, avec Michael Altfeld,⁸ sur la formation des alliances en temps de guerre. Il tente d'expliquer le choix d'un État non belligérant de prendre part ou non à un conflit armé existant, ainsi que son positionnement dans un camp ou dans l'autre.⁹ L'approche qu'il utilise annonce quelque peu celle qu'il va présenter une année plus tard, et qui constituera le noyau de ses futures recherches. Il abandonne la prise en compte des variables structurelles, lesquelles peuvent apparaître comme incompatibles à l'individualisme méthodologique inhérent à la théorie du choix rationnel dans laquelle il s'inscrit. C'est alors qu'il publie en 1980 un article qu'il intitule *An Expected Utility Theory of International Conflict* afin d'expliquer notamment le recours à la guerre.¹⁰ Il y identifie trois variables qu'il juge pertinentes : la force relative des États dans une perspective dyadique (soit dans le stricte cadre de la relation de deux entités, l'une avec l'autre), l'intérêt qu'il y a pour chacun des États à tenter de changer le comportement d'un autre en fonction de ce que cette manœuvre risque de lui coûter, et, enfin, l'application de ces deux variables aux éventuels alliés. Un conflit ne peut être initié que lorsque la prise en compte de ces variables par les États offre une utilité escomptée positive. Il s'agit ainsi de conditions nécessaires, bien que non suffisantes, au recours à la force armée. Ainsi, BdM ne prend pas simplement en compte la puissance nationale des deux États belligérants pour expliquer la possibilité et l'issue des conflits, mais également l'anticipation de celle d'éventuels alliés. Ces propos, qui peuvent paraître tautologiques, lui permettent néanmoins d'émettre des hypothèses contre-intuitives comme la possibilité plus importante qu'un conflit oppose deux alliés plutôt que deux ennemis,¹¹

⁶ "Systemic Polarization and the Occurrence and Duration of War". *The Journal of Conflict Resolution*, 1978, 22 (2), p. 241-267.

⁷ Pour une théorie des relations internationales qui se base sur cette conception dynamique de l'équilibre de la puissance, Robert. GILPIN. *War and Change in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1981.

⁸ « Choosing Sides in Wars ». *International Studies Quarterly*, 1979, 23 (1), p. 87-112.

⁹ Il ambitionne ici explicitement de fournir aux décideurs politiques un modèle qui permette de les éclairer, ce qui pourrait réduire le nombre de conflits, en raison d'un état de moindre incertitude.

¹⁰ *The American Political Science Review*, 1980, 74 (4), p. 917-931.

¹¹ L'intérêt perçu à changer l'action d'un État ennemi souffre de moins d'incertitudes que celle d'un État plus proche, pour lequel la situation est plus incertaine, et donc plus belligène.

ou qu'un État attaque et triomphe d'un État plus fort que lui.¹² Il attache également de l'importance à l'enjeu en présence, de manière quantitative. Néanmoins, cette dernière variable ne lui sert, pour l'instant, qu'à faire la lumière sur la possibilité de conflit, pas encore sur son issue. Il n'y a donc pas de prise en compte, à ce stade, de l'effort de guerre, ni de l'éventuelle différence de détermination chez les belligérants à atteindre leurs objectifs politiques. Nous savons aujourd'hui que c'est cet élément qui va par la suite l'amener à distinguer les États en fonction de la nature de leur régime politique. Son approche, qu'il juge supérieure à la théorie de l'équilibre des puissances des réalistes, n'a donc pas besoin pour l'instant de revenir sur le postulat de l'acteur unitaire.¹³ Il présente ce modèle dans un livre : *The War Trap*.¹⁴ Comme dans ses précédents articles, il émet explicitement le postulat d'un décideur unique – bien qu'il en nuance la portée de manière *ad hoc*¹⁵ – maximisant l'utilité escomptée.¹⁶

Il est important de noter que BdM ne précise pas quelles sont les préférences des acteurs. Il est impossible de déterminer dès lors quel est l'objet dont ils veulent maximiser l'utilité. De même, il

¹² Par un jeu d'alliances favorables, un État peut anticiper un renfort qui fera pencher l'équilibre de puissance en sa faveur, alors même que sa stricte puissance nationale est inférieure à celle de l'État ennemi.

¹³ Ce constat est réitéré l'année qui suit, et BdM confirme la supériorité des variables relatives à l'acceptation des risques sur celles portant sur la distribution de la puissance, « Risk, Power Distributions, and the Likelihood of War ». *International Studies Quarterly*, 1981, 25 (4), p. 541-568.

¹⁴ *The War Trap*, New Haven : Yale University Press, 1981.

¹⁵ Cette précaution lui vaut de lourdes critiques de la part de Harrison WAGNER. « Review: War and Expected-utility Theory ». *World Politics*, 1984, 36 (3), p. 407-23. BdM émet que l'acteur est unique, dans la mesure où il bénéficie d'un droit de veto sur les engagements de l'État. Par conséquent, rien ne se fait sans son accord. Néanmoins, BdM ne qualifie pas cet acteur d'omnipotent, et il envisage qu'il ne puisse agir sans le consentement d'autres acteurs en interne. Wagner a ainsi raison de souligner qu'il n'existe pas de décideur unique chez BdM, puisque ce droit de veto n'est attribué à personne de manière exclusive. Il lui reproche par ailleurs d'émettre des hypothèses « ad hoc », c'est-à-dire que ces dernières ne découlent pas de ses propres postulats, et notamment celui de l'utilité escomptée. Michael NICHOLSON va dans le même sens sur ce point quelques années plus tard, « The Conceptual Bases of the War Trap ». *The Journal of Conflict Resolution*, 1987, 31 (2), p. 346-369. BdM publie un article par lequel il tente de résoudre le problème des hypothèses ad hoc en conceptualisant des variables endogènes cette fois, « The War Trap Revisited: A Revised Expected Utility Model ». *The American Political Science Review*, 1985, 79 (1), p. 156-177. Il inclut également dans son approche un modèle interactif dans la prise de décision qui s'apparente à la théorie des jeux. Son approche satisfait pleinement, selon lui, aux conditions nécessaires pour qu'elle soit considérée comme relevant de l'utilité escomptée telle que l'entendent, dans leur ouvrage fondateur, John VON NEUMANN J. et Oskar MORGENSTERN. *Theory of Games and Economic Behavior*. Princeton: Princeton University Press, 1953. BdM répond ainsi aux critiques de Wagner, mais sans toutefois citer celui qui a brutalement dévalué son travail. Il effectuera finalement cette démarche en 1987, dans un article qui a pour objet premier de répondre à Nicholson, « Conceptualizing war: A reply ». *The Journal of Conflict Resolution*, 1987, 31 (2), p. 370-382. Il en profite également pour défendre son approche vis-à-vis de la critique qui lui est faite de n'envisager que deux issues possibles : la victoire ou la défaite. BdM estime que Nicholson ignore le gain ou la perte qui résulte de la phase de négociation. Il pense aussi qu'existe un point de statu quo, nécessaire dans un cadre conceptuel relevant de l'utilité escomptée.

¹⁶ Il s'agit des deux premiers postulats. Il en explicite trois autres : l'existence d'une différence d'orientation selon les décideurs vis-à-vis du risque qu'ils sont prêts à encourir pour atteindre leurs objectifs, l'influence de l'incertitude à propos du comportement des autres États sur la prise de décision des leaders, et, enfin, le déclin de la puissance d'un État avec la distance qui le sépare géographiquement du champ de bataille, *The War Trap*, *op. cit.*, p. 20.

est, comme souvent, très prudent lorsqu'il est question de rationalité : « Etre rationnel implique uniquement que le décideur utilise une stratégie maximisante qui lui permette au mieux d'atteindre ses buts. Ce postulat de rationalité ne nous dit rien sur la manière dont les acteurs forment leurs préférences, mais montre plutôt comment les acteurs se comportent, étant donné leurs préférences. »¹⁷ Dans ces conditions, on a peine à imaginer un comportement qui ne soit pas rationnel. Lorsque défini en des termes si vagues, le concept de rationalité est inutile empiriquement. Déterminer s'il revêt un avantage en termes de positionnement inter-paradigmatique ou académique est une autre question.

En plus d'appliquer son modèle au choix d'initier le conflit, BdM l'applique à celui de le continuer, alternative que l'on observe tant qu'un combattant pense pouvoir obtenir un règlement du litige plus favorable par les armes que par la négociation ; une précision tautologique.¹⁸ Il ajoute également une variable qui était auparavant absente : l'effort de guerre. Fonction de l'utilité escomptée dans l'opération militaire, cette variable influence le résultat du conflit. Selon l'hypothèse peu contre-intuitive qui en découle, l'État qui est disposé à fournir un effort conséquent a plus de chance de remporter la guerre, comme il a plus de chance de l'initier. Compte tenu du postulat d'unicité de l'acteur, cette variable demeure indifférente à la nature du régime politique. Mais l'approche empruntée par BdM évolue progressivement, et avec elle l'objet sur lequel toute stratégie maximisante s'applique.

La maximisation de l'utilité par une pluralité d'acteurs : l'objectif de quête de pouvoir

Collaborant avec David Lalman, BdM commence à « ouvrir la boîte noire » de l'État en 1990. Les deux auteurs décrivent le rôle de l'opposition en interne, sans toutefois tenir compte du degré de démocratie.¹⁹ Une autre démarche qu'il entreprend, avec Randolph Siverson et Gary Woller²⁰, l'emmène progressivement vers la position qui est la sienne aujourd'hui, et qui consiste à prendre en compte la responsabilité des décideurs. Ces derniers élaborent des politiques publiques en anticipant les risques qui y sont attachés pour eux. La guerre est ainsi considérée comme une

¹⁷ *Ibid.*, p. 31.

¹⁸ On peut, par ailleurs, se demander s'il est possible de produire un énoncé fertile tout en se préservant une réflexion qui se base sur la rationalité du belligérant. À cet égard, Raymond ARON affirme que « si l'on prétend déterminer en quelles circonstances il est rationnel pour un État de combattre, on en sera réduit à des formules presque dépourvues de signification concrète, du type suivant : l'État doit prendre l'initiative du combat si les produits qu'il escompte de la victoire l'emportent sur le coût probable de la lutte, l'écart entre profits et coûts devant être d'autant plus grand que le risque de non-victoire ou de défaite est plus grand ». *Paix et guerre entre les nations*, 8^e éd. Paris : Calmann-Levy, 2004 [1962], p. 138.

¹⁹ "Domestic Opposition and Foreign War". *The American Political Science Review*, 1990, 84 (3), p. 747-765. Il s'agit ici d'étudier comment la réputation d'un État peut varier entre l'image de faucon et de colombe.

²⁰ "War and the Fate of Regimes: A Comparative Analysis". *The American Political Science Review*, 1992, 86 (3), p. 638-646.

politique publique (« policy »), trait qui va demeurer chez BdM. Alors, et toujours assez conformément à ce que l'intuition pouvait dessiner, les leaders ont plus de chance d'être écartés du pouvoir en cas de défaite militaire.²¹

BdM confirme ensuite cette prévalence des approches tournées vers l'interne sur celles postulant la liberté totale d'action des décideurs dans *War and Reason*, un ouvrage coécrit avec Lalman.²² C'est là que se trouvent différenciés pour la première fois les régimes démocratiques de ceux qui ne le sont pas. Les auteurs s'attachent en l'occurrence à fournir une explication à la situation de paix qui règne entre les pays démocratiques.²³ En démocratie, les décideurs s'attendent à connaître, en interne, une opposition à l'usage de la force lorsqu'ils font face à une situation conflictuelle avec une autre nation. Ils ont donc tendance à être généralement plus enclins à procéder par voie de négociation pour résoudre un éventuel problème. Se considérant comme à la tête d'un pays « colombe », ils perçoivent également de la sorte les autres pays démocratiques, anticipant les contraintes internes pacifiques qui y existent.²⁴ Dès lors, lorsqu'un différend oppose deux nations démocratiques, les interactions qui en résultent s'inscrivent dans un cadre dessiné par cette croyance réciproque que l'autre est également pacifique. Cette situation assimilable à une prophétie auto-réalisatrice prévient le risque de conflit armé entre démocraties. En revanche lorsque la dyade est mixte, la démocratie ne présume pas le caractère pacifique de l'État avec lequel elle est en conflit. Elle risque alors de procéder à une attaque préventive lorsqu'il existe un avantage stratégique à frapper en premier.²⁵ Quant à la formation d'alliances entre pays dont au

²¹ Comme souvent, l'objectif explicite est de s'opposer aux réalistes, ici Hans Morgenthau et Waltz.

²² *War and Reason: Domestic and International Imperatives*. New Haven : Yale University press, 1992.

²³ Il est donc davantage question de paix séparée, également appelée paix démocratique dyadique. Néanmoins ils n'excluent pas la possibilité de constater que les démocraties soient en général plus pacifiques, conformément à la paix démocratique monadique. Ils disent toutefois réfuter l'idée de paix démocratique « normative » (c'est-à-dire qui met en lumière les perceptions relatives à la démocratie plutôt que ses procédures et institutions), observant que les démocraties n'hésitent pas à initier des conflits contre des pays non démocratiques, même lorsqu'aucun danger ne les guette, un argument infondé lorsqu'appliqué à la dimension dyadique puisque, par définition, le caractère belliqueux doit être apprécié dans la relation à une autre démocratie uniquement.

²⁴ Les auteurs postulent ici l'information parfaite. Tout au long de l'ouvrage, les négociations sont décrites comme un processus dont l'issue est toujours connue à l'avance, une limite que les auteurs reconnaissent eux-mêmes, *ibid.*, p. 276.

²⁵ Les auteurs pensent (pour une raison qu'ils n'explicitent pas, sauf erreur de notre part,) que deux États alliés entre eux ne s'attendent pas à ce qu'un tiers intervienne dans leur éventuelle querelle de manière à altérer significativement l'agencement des forces militaires en faveur de l'une ou l'autre des parties. Dès lors, et même en situation d'information parfaite, le plus puissant des deux est encouragé à utiliser la force pour satisfaire à n'importe laquelle de ses attentes. Parallèlement, le plus faible, conscient des risques pour sa sécurité inhérents à une telle situation, peut à tout moment décider d'agir de manière préventive, dans l'hypothèse où cela peut lui conférer un avantage probant. Lorsque la dyade est composée de deux pays démocratiques, le mécanisme que nous avons décrit plus tôt annule celui-là, et ne fournit plus les conditions nécessaires pour que se mette en œuvre ce que les auteurs décrivent comme un dilemme du prisonnier, *ibid.*, p. 154-167.

moins un n'est pas démocratique, elle ne suffit pas à éviter le risque de guerre ; elle peut même le précipiter.

L'explication que ces auteurs proposent de l'absence de guerre entre États démocratiques, soit la paix démocratique, n'est pas fondamentalement nouvelle. Leur apport se situe au niveau des raisons qui poussent les décideurs en démocratie à agir tel qu'ils le font : l'anticipation par les ces derniers des coûts politiques de leurs actions. Il conviendra de noter que le mécanisme qui en découle a déjà été décrit, et notamment par des auteurs qui, ironiquement, sont généralement catégorisés aujourd'hui parmi les théoriciens *normatifs* de la paix démocratique, terme que BdM et beaucoup de ses collègues récuse.²⁶

Avec *War and Reason*, BdM et Lalman proposent donc de distinguer les pays en fonction de leur régime politique, bien que cette démarche ne concerne pas encore l'efficacité militaire, mais plus la question du recours à la force. L'information parfaite et complète est toujours postulée. De même, on observe toujours la prise en compte du fait que les décideurs anticipent, lorsqu'ils prennent une décision, les coûts politiques qui y sont attachés.

Se joignant à Randolph Siverson, BdM confirme ces tendances, considérant que les décideurs ont comme objectif de se maintenir au pouvoir, un postulat qui sera désormais récurrent.²⁷ Les limites de cette assertion sont manifestes, et ne sont pas ignorées par les auteurs, conscients que, dans certains cas, des décideurs ne peuvent constitutionnellement atteindre ce but, ou tout simplement ne le désirent pas. Mais nous ne les blâmons pas pour autant, et pensons, avec Kenneth Waltz, que l'on doit juger la valeur d'une théorie par la force explicative d'hypothèses déduites de postulats, plus que par le réalisme de ces derniers.²⁸

Les préférences des acteurs sont donc finalement définies. Mais, d'autres simplifications perdurent. Aucune autre politique que la guerre n'est prise en compte, comme si cette dernière constituait l'unique base sur laquelle le décideur jouait sa survie politique. Trois acteurs sont à étudier : le décideur, celui qui le sélectionne, et celui qui le concurrence. Au sein d'une autocratie, c'est-à-dire d'un régime politique non démocratique, plus un responsable politique est en place depuis longtemps, plus ses chances de se maintenir au pouvoir sont grandes. Le risque attaché à la perspective d'une destitution est alors moindre, ce qui peut précipiter un recours à la force, même si l'issue en est aléatoire. De plus, les autocrates durablement installés sont décrits comme ayant tendance à poursuivre des politiques qui satisfont leurs intérêts égoïstes plutôt que ceux des

²⁶ Sur ce point, voir plus précisément le travail d'un collaborateur régulier de BdM, Randolph M. SIVERSON. "Democracies and War participation: In Defense of the Institutional Constraint Argument". *European Journal of International Relations*, 1995, 1 (4), p. 481-489.

²⁷ "War and the Survival of Political Leaders: A Comparative Study of Regime Types and Political Accountability", *op. cit.*

²⁸ Kenneth N. WALTZ. *Theory of International Politics*, Long Grove : Waveland Press, 1979, p. 2-17.

citoyens qu'ils sont censés représenter. La défaite militaire, peu préjudiciable pour eux, a plus de chances de survenir chez les autocraties en général, et chez celles dont les décideurs restent longtemps inchangés en particulier.²⁹

Engagés sur cette voie, BdM et Siverson introduisent un nouveau facteur : la quantité de ressources que les dirigeants ont à leur disposition.³⁰ Les gouvernants, cherchant toujours à se maintenir au pouvoir, distribuent des biens de manière à contenter les acteurs qui exercent une influence dans ce processus. Ce n'est qu'une fois cette exigence satisfaite qu'ils peuvent tirer un bénéfice personnel des biens qu'ils ont à leur disposition. Les auteurs précisent que lorsque le leader est convaincu qu'il ne pourra réussir à se maintenir au pouvoir, il abandonne alors cet objectif et utilise les ressources qui lui restent pour lui assurer une rente plutôt que de rétribuer inutilement ses supporters. En prenant en compte le caractère limité des ressources dont disposent les leaders, BdM intègre dans son approche un élément qui va lui permettre d'expliquer une autre facette des conflits armés internationaux : leur issue.

Le sélectorat : le développement d'une théorie de la guerre et de ses résultats

La distinction traditionnelle entre régimes démocratiques et non démocratiques est formellement abandonnée par Siverson et BdM. Elle est jugée, à tort selon nous, comme trop triviale pour rendre compte des différences substantielles avec lesquelles les variables dont ils étudient l'impact agissent sur le sort politique des leaders.³¹ Ils développent alors un concept de substitution, celui de « coalition gagnante ». Nous prendrons la mesure de cette innovation, avant d'en faire la critique, et avec elle celle de l'approche générale proposée par BdM.

Expliquer l'issue des guerres par la taille de la « coalition gagnante »

Le concept de coalition gagnante renvoie au nombre d'individus ayant le pouvoir de maintenir un dirigeant en place.³² Sa taille, laquelle varie mécaniquement en fonction du mode de désignation des gouvernants, dicte le comportement d'un pays donné en guerre.

²⁹ Michael HOROWITZ, Rose MCDERMOTT, et Allan C. STAM affirmeront également que plus l'âge d'un autocrate est avancé, plus le risque de guerre est important, "Leader Age, Regime Type, and Violent International Relations". *Journal of Conflict Resolution*, 2005, 49 (5), p. 661-685.

³⁰ Bruce BUENO DE MESQUITA et Randolph M. SIVERSON. "Nasty or Nice? Political Systems, Endogenous Norms, and the Treatment of Adversaries." *The Journal of Conflict Resolution*. 41 (1). 1997, p. 175-199.

³¹ L'article traite de l'avenir des gouvernants après qu'une guerre a été livrée. La fortune physique et matérielle des leaders après leur éviction, variable chère à Hein GOEMANS, est ici ignorée, *War and Punishment: The Causes of War Termination and the First World War*. Princeton : Princeton University Press, 2000.

³² « W » et le « sélectorat » ou « S » sont les indices autour desquels les auteurs bâtissent le plus d'hypothèses, et également ceux qui sont utilisés pour classer les régimes politiques. « W » correspond au nombre de citoyens requis pour former une coalition gagnante. « S » correspond au nombre de citoyens qui pourraient faire partie de la coalition gagnante. Lorsque W est important, cela signifie que, pour rester en place, le dirigeant doit être soutenu par un grand nombre de citoyens. Lorsque S est important, cela signifie qu'un grand nombre de citoyens prend place au processus de sélection des dirigeants. Plus S et W sont importants au sein

Étant donné la rareté des ressources, les leaders ne peuvent satisfaire qu'un nombre limité de citoyens en leur octroyant des biens privés. Cela n'est pas problématique lorsqu'ils sont peu à être en mesure de les maintenir en place. Il leur suffit en effet de rétribuer directement ceux qui en ont le pouvoir³³. Lorsqu'au contraire un grand nombre de personnes décide de leur sort, les dirigeants ne peuvent plus les satisfaire de la sorte. C'est alors par l'allocation de biens publics qu'ils opèrent, c'est-à-dire *via* des politiques publiques.

Dans la logique des auteurs, perdre une guerre revient à échouer à mettre en place une politique, et donc à se doter de biens publics dont le dirigeant aurait pu user par la suite. Dans un système majoritaire, cela menace le sort politique du leader en place, puisqu'il ne peut plus satisfaire ceux qui le maintiennent au pouvoir.

Ces innovations conceptuelles et théoriques constituent la base de la série d'études qui suivront, et par laquelle sera finalement expliqué le comportement des démocraties en guerre. C'est ainsi que James Morrow, Alastair Smith, BdM et Siverson publient un article intitulé *An Institutional Explanation of the Democratic Peace*, en 1999.³⁴ La distinction démocratie/autocratie est réhabilitée, tout en étant associée aux critères d'ouverture du système politique dernièrement présentés. Le postulat prêtant aux dirigeants l'intention de se maintenir au pouvoir est réutilisé. Le dispositif d'allocation de biens s'observe toujours, ce qui favorise les démocraties dans leurs entreprises guerrières.³⁵ Il s'agit d'un point central ici, lorsqu'il n'était que connexe auparavant. Par ailleurs, de nouvelles déductions rendent sa portée plus vaste et consistante. Quant à la politique de guerre

d'un système politique, plus ce système repose sur le pouvoir de la majorité, plus les responsables politiques devront satisfaire de citoyens pour se maintenir en place. Par ailleurs, « N » correspond à l'ensemble des citoyens, et « R » au nombre de citoyens qui constituent la coalition gagnante dans un pays précis, soit $W +$ un nombre de citoyens qui dépend des particularités politiques et institutionnelles d'un pays à un moment donné. Les monarchies héréditaires ont un faible S, en l'absence de droit de vote, mais un W moyen. Les juntes sont décrites comme affichant un W et un S de faible importance. Les dictatures monopartites et les démocraties à suffrage censitaires ont un S plus important. W reste faible, néanmoins, pour les premières, lorsqu'il s'agrandit pour les secondes. Enfin, les démocraties à suffrage universel possèdent un W et un S important. Par conséquent, les responsables politiques au sein des dictatures monopartites survivent souvent en interne aux défaites militaires car, d'une part, si les citoyens qui font partie de R ne le reconduisent pas, ils encourent grandement le risque de ne plus en faire partie par la suite puisque R est petit, et S est important. D'autre part, puisque R est petit, alors ils bénéficient largement de la distribution de biens privés, étant peu à se partager les richesses nationales. Ils ont ainsi tendance à se satisfaire du statu quo. Ces deux traits ne se retrouvent pas chez les démocraties à suffrage universel, ce qui rend leurs dirigeants bien plus vulnérables politiquement en cas de défaite militaire.

³³ Gordon Tullock observe également que les dictateurs récompensent ceux qui les maintiennent au pouvoir en leur distribuant des biens matériels, une pratique qui permettrait au dirigeant en place de restreindre l'influence de ses supporters. TULLOCK, Gordon. *Autocracy*. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers, 1987, p. 17-34.

³⁴ *The American Political Science Review*, 1999, 93 (4), p. 791-807.

³⁵ Il est postulé que tous les citoyens bénéficient dans la même mesure des effets des politiques publiques, qu'ils appartiennent ou non à W. Par ailleurs, les dirigeants ne sont pas influencés par les autres acteurs internes en dehors des processus de sélection.

ou de paix, elle est encore et toujours traitée comme si elle constituait l'unique action menée par les décideurs publics.

Leur raisonnement est le suivant. Rejoignant implicitement Dan Reiter et Allan Stam, à propos de ce que l'on nomme l'« effet de sélection »,³⁶ BdM et ses collaborateurs considèrent que les décideurs en démocratie choisissent de mener des guerres pour lesquelles ils estiment leurs chances de victoire proches de la certitude. Une défaite les empêcherait probablement de satisfaire ceux qui peuvent les maintenir au pouvoir. En d'autres termes, elle risquerait fort de mécontenter la majorité des citoyens, qui est en mesure de les évincer. À moins d'être certains de triompher militairement, les démocrates ont tout intérêt à favoriser une issue négociée, même défavorable, pour tout désaccord avec une autre puissance. Si la négociation est stérile, et que l'épreuve de force survient, alors les décideurs feront tout pour remporter la victoire. En démocratie, les ressources disponibles seront donc consacrées à l'effort de guerre dans une très forte proportion, puisqu'aucun autre investissement ne peut les aider mieux que celui-ci à atteindre leur objectif de survie politique.

C'est un autre mécanisme que celui qui caractérise les autocraties. Les décideurs peuvent plus facilement s'accommoder d'une défaite militaire. Certes, ces derniers n'aspirent pas moins à rester en place qu'ailleurs. Néanmoins, le fonctionnement des institutions y est tel que les procédés pour y parvenir diffèrent. Si une guerre se déclare, ils continueront à fournir des biens privés à une minorité influente. Quant à la guerre, elle sera faite avec des moyens diminués. Si la défaite demeure préjudiciable, elle n'est pas catastrophique pour le leader, à condition qu'il soit toujours en mesure de satisfaire ses supporters. En guerre, les autocraties sont donc défavorisées à double titre : elles s'engagent dans des entreprises guerrières hasardeuses et fournissent un effort de guerre inférieur.³⁷

Le processus de négociation s'articule ici autour de la possibilité de victoire. L'issue des combats n'est que rarement connue d'avance. En effet, certaines capacités militaires de l'ennemi sont incommensurables, voire non observables.³⁸ Un gouvernant ne peut que faire des suppositions. Lorsqu'un dirigeant démocratique est prudent dans cet exercice, son homologue au sein d'une autocratie est davantage susceptible de prendre des risques.

Dans leur perspective, la paix et la « victoire démocratique » – soit la capacité des États démocratiques à triompher militairement de leur adversaire – s'entremêlent. Plus précisément, la

³⁶ Dan REITER et Allan C. STAM, *Democracies at war*, Princeton : Princeton University Press, 2002.

³⁷ Ces thèses, ainsi que celles de Reiter et Stam dans une moindre mesure, sont validées par David Clark et William Reed. Ils pensent comme BdM et all. qu'il faut combiner les variables relatives aux causes des guerres avec celles qui portent sur leur résultat, "War Initiators and War Winners: The Consequences of Linking Theories of Democratic War Success". *Journal of Conflict Resolution*, 2000, 44 (3), p. 378-395.

³⁸ Elles ne peuvent d'ailleurs être invoquées au cours des négociations.

première est fonction de la seconde. Les affrontements entre démocraties sont tout à fait improbables nous disent les auteurs, et pour deux raisons logiquement déduites des éléments présentés dans cet article, mais tout à fait différentes de celles que BdM évoquait auparavant avec Lalman dans *War and Reason*. S'il existe une tension entre deux démocraties, la plus faible d'entre elles sera prête à faire d'extraordinaires concessions pour encourager la plus forte à éviter la guerre. Si les forces en présence ne présentent pas d'énormes disparités, les deux sont censées se comporter ainsi, car aucune ne serait certaine de vaincre. De plus, chaque décideur est conscient que son homologue est prêt à mettre des moyens considérables en vue de l'effort de guerre, et qu'il s'agit donc d'un adversaire coriace. Comment les deux pays pourraient-ils dès lors se livrer un combat armé si la perspective d'une victoire n'est pas réciproquement partagée, alors même qu'elle est primordiale pour chacun ?

Les auteurs postulent ici que la sélection des responsables politiques consiste, pour quiconque en a le pouvoir, à favoriser le candidat dont il pense qu'il est le plus à même de lui procurer des biens. À cet égard, un gouvernant est évalué par rapport à son bilan. Il n'est donc jamais question ici de punition *a posteriori*, mais toujours d'anticipation.

Contrairement à ce qui se passe en démocratie, un gouvernant au sein d'une autocratie possède un avantage considérable sur ses concurrents. Les citoyens sont moins nombreux à prendre part au processus de sélection du leader, lequel n'a que peu de personnes à satisfaire pour maintenir sa position au sommet de l'État. Rationnel dans sa quête de pouvoir, le dirigeant s'assure du soutien de ce petit nombre de personnes en leur distribuant des biens privés. Ces derniers ne voient pas l'intérêt de se tourner vers un autre candidat puisqu'ils risqueraient, en le faisant, de perdre leurs privilèges. Alors, même en cas de gestion calamiteuse des biens publics, le renouvellement du responsable politique en place est assuré tant que cette minorité continue d'être rétribuée. Plus encore, cela peut, paradoxalement, se révéler salvateur pour l'autocrate puisqu'en distribuant les richesses dont il dispose auprès de la minorité influente plutôt que dans l'entreprise guerrière, il augmente ses chances de maintien au pouvoir en même temps qu'il réduit celles qu'il a de gagner la guerre.³⁹

³⁹ Les autocrates peuvent donc se permettre de tenter hasardeusement d'acquérir des ressources par le biais d'une guerre dont l'issue est aléatoire sans, la plupart du temps, souffrir de ses conséquences. Il peut même arriver qu'ils en soient encouragés si certains membres de la coalition gagnante ont un intérêt précis, au vu de leurs activités, à ce qu'un conflit armé ait lieu. Les autocraties sont ainsi amenées à perdre les guerres qu'elles mènent dans une proportion bien plus importante que ne le sont les démocraties. Logiquement, les auteurs considèrent que les conflits menés par les démocraties ont de fortes chances d'avoir été initiés par elles. Cela se produit quand l'écart de puissance en sa faveur est assez grand pour ne pas lui faire craindre de perdre la guerre. L'autocratie dans cette position a peu d'intérêt à engager les hostilités. Si l'écart de force joue en faveur de l'autocratie, la démocratie en est consciente et fait des concessions pour éviter la guerre.

Les auteurs identifient certaines circonstances dans lesquelles leur mécanisme n'opère pas. Ainsi, certaines guerres sont d'une ampleur telle que les autocrates auraient conscience qu'une défaite les priverait de ressources, et les empêcherait par conséquent de rétribuer la minorité influente. Alors ils n'auraient plus d'intérêt à ne pas consacrer toutes les ressources dont ils disposent dans l'effort de guerre. Inversement, lorsque la défaite est peu coûteuse pour une démocratie, le responsable politique n'est pas encouragé à y consacrer une majeure partie de ses moyens. Mais ces réserves, comme d'autres, nous amènent à nous interroger sur la pertinence de certaines déductions effectuées, ainsi que sur la cohérence des hypothèses avec les postulats dont elles sont censées être logiquement déduites. Plus généralement, l'approche théorique proposée par BdM prête le flanc à de nombreuses critiques.

Les limites d'une approche ambitieuse : cohérence et validité empirique

Les auteurs font preuve de confusion sur un point : ils envisagent l'improbable éventualité d'une agression de la part d'une démocratie sur une autre à la condition qu'elle la surpasse considérablement sur le plan militaire. Or, cette hypothèse sous-entend qu'il peut exister des guerres subies, chose inconcevable si la guerre est la conséquence de l'échec d'une négociation, tel que leur modèle l'expose.⁴⁰ Les leaders de la démocratie la plus faible auraient toujours intérêt à faire d'importantes concessions, puisqu'ils seraient certains ici d'être défaits, et dans le meilleur des cas de perdre autant – et probablement de perdre plus – qu'en négociant. Il en est de même pour les leaders de la démocratie la plus forte, qui auraient intérêt à accepter ces propositions avantageuses. Ils auraient en effet moins de ressources à acquérir si elles proviennent d'un pays dévasté. Une négociation ne peut donc échouer entre démocraties. Pendant la guerre froide, les opérations militaires menées par les États-Unis contre des pays plus faibles n'ayant pas visé des pays démocratiques, nous ne connaissons pas d'exemple empirique pouvant étayer la proposition faite par les auteurs.⁴¹

Par la suite, certains points du tableau général décrit précédemment sont éclaircis par les quatre auteurs, qui entreprennent alors de parachever leur modèle explicatif du comportement des démocraties en guerre. C'est un des buts affichés par l'ouvrage *The Logic of Political Survival*, qu'ils

⁴⁰ L'un d'eux, Randolph SIVERSON, fait d'ailleurs reposer de son côté, à tort, une partie de son argumentation en faveur d'une théorie institutionnelle de la paix démocratique sur la possibilité de la guerre subie, "Democracies and War participation: In Defense of the Institutional Constraint Argument", *European Journal of International Relations*, 1995, 1 (4), p. 484-486.

⁴¹ Les auteurs conçoivent que deux démocraties puissent s'affronter lorsque leurs dirigeants respectifs ont auparavant échoué, dans leur gestion des politiques publiques, à générer un nombre suffisamment important de biens publics pour pouvoir satisfaire la majorité des citoyens. Mal engagés pour rester au pouvoir, il semble logique pour les démocrates de tout tenter, et de jouer gros, pour bouleverser le cours des choses. Néanmoins, et pour les raisons décrites plus tôt, ils auront tendance pour cela à choisir d'affronter un pays non démocratique, présumé moins coriace. Cela signifie, par ailleurs, que contrairement à un précédent postulat de BdM, la guerre n'est plus considérée ici comme la seule politique publique menée par les dirigeants.

publient en 2003.⁴² On y retrouve les grandes lignes de l'article de 1999, présentées de manière plus sophistiquée. Les variables sont désormais testées quantitativement et plusieurs illustrations empiriques accompagnent les hypothèses avancées.⁴³

Conscients des limites du postulat de quête de maintien au pouvoir, les auteurs concèdent que leur théorie est inopérante lorsque les préférences des responsables politiques sont agencées différemment. On peut ici regretter qu'ils ne précisent pas les conditions dans lesquelles leur prémisse est valable. D'autres carences sont observables. L'unicité du gouvernement est présumée : il n'existe pas de contre-pouvoirs institutionnels, ce qui rend dérisoire l'analyse des acteurs bureaucratiques. De même, les politiques publiques se mettent en place sans contraintes, et tous les biens publics qui y sont relatifs sont considérés comme identiques. Enfin, le corps des citoyens est décrit comme homogène quant à l'intérêt porté sur les enjeux soulevés ici et dans la compétence dont ils font preuve pour traiter ces questions.

Nous ne contestons pas ces postulats pour ce qu'ils sont, mais par rapport aux déductions qui en sont faites. En l'occurrence, réduire la complexité des processus historiques, politiques et sociaux à des schémas simplistes permet incontestablement aux auteurs de gagner en parcimonie. Cela a néanmoins un coût : les hypothèses avancées paraissent complètement déconnectées du monde réel. Certes, ces dernières sont illustrées d'exemples. Mais nous sommes encore éloignés des standards méthodologiques d'une vérification empirique rigoureuse. Ce ne sont pas les seules insuffisances que l'on peut observer.

⁴² Cambridge : MIT Press. Entre temps, ils auront tenté, sans parvenir à rendre leur démarche très visible, d'appliquer certaines de leurs variables à d'autres domaines que la guerre, érigeant les démocraties en régimes moins susceptibles de produire des politiques de mauvaise qualité pour le plus grand nombre. L'une des conclusions principales que les auteurs tirent est que plus *W* augmente, plus la probabilité de croissance économique est importante, "Policy Failure and Political Survival: The Contribution of Political Institutions." *The Journal of Conflict Resolution*, 1999, 43 (2), p. 147-161 ; ainsi que "Political Institutions, Policy Choice and the Survival of Leaders". *British Journal of Political Science*, 2002, 32 (4), p. 559-590. BdM dirige également, avec Hilton Root, un ouvrage au sein duquel cette idée est développée, *Governing for Prosperity*. New Haven : Yale University Press, 2000. Selon eux, les systèmes affichant un faible *W*, mais un *S* important, ont tendance à protéger les leaders contre les risques d'éviction, et ce même en cas de mauvaises politiques, puisque la loyauté de leurs supporters suffit à les maintenir au pouvoir. Même les membres de *S* exclus de *W* ont un certain intérêt au statu quo dans la mesure où il existe une petite chance pour eux d'appartenir un jour à *W*. Par ailleurs, plus *W* est important, plus la loyauté est dissoute, et plus les risques de défection sont accrus. Les leaders sont ainsi encouragés à proposer des politiques publiques de qualité pour la masse. Sur le long terme, le régime démocratique favorise la pérennisation d'institutions propices à la croissance et à la prospérité. Nous pourrions en déduire indirectement que les capacités matérielles militaires des démocraties bénéficient de ce processus.

⁴³ La rédaction y est très fluide et encore plus accessible. Malheureusement, les redondances sont extrêmement fréquentes. Quant aux notions qu'ils ont conceptualisées (telles la coalition gagnante ou encore ses déterminants auxquels ils se réfèrent en utilisant des lettres), elles font l'objet de parties entières dans l'ouvrage. Par ailleurs, s'il était auparavant signifié que le leader en place était évalué en fonction de son bilan, rien n'était dit quant à son rival. Dans cet ouvrage, les auteurs précisent que les candidats concurrents au dirigeant sont évalués en fonction de la campagne effectuée. Si le processus de sélection repose toujours sur la capacité présumée à fournir des biens, il est explicitement fait part du caractère subsidiaire des considérations relatives à la compétence du candidat, et, *a fortiori*, de l'affinité qui peut le lier aux citoyens.

Certains changements nous paraissent ajouter à la confusion déjà présente. Les variables qu'ils utilisent pour expliquer l'absence de guerre entre démocraties demeurent inchangées. Ils proposent ici de nommer ce phénomène la « paix sélectorale » plutôt que la paix démocratique, même si l'on peut s'interroger sur l'utilité de cette nuance.⁴⁴ Surtout, que la guerre doive résulter de l'échec des négociations apparaît tantôt comme un postulat, tantôt comme une pratique dont les États peuvent finalement déroger. Lorsqu'elles sont attaquées par un adversaire plus puissant qu'elles, les démocraties sont décrites comme pouvant faire des concessions pour éviter la guerre.⁴⁵ Mais parallèlement, la possibilité d'un scénario différent persiste ponctuellement.⁴⁶ La cible de l'agression n'a ici pas l'opportunité d'essayer de satisfaire la puissance qui l'attaque afin d'éviter une guerre, que finalement, elle subit. Ce point n'est pas sans conséquence quant à la portée de leur théorie puisque dans le premier scénario, l'effet de sélection qui bénéficie aux démocraties, et qui leur permet de choisir de mener des combats qu'elles sont assurées de remporter, leur attribue quasiment une invulnérabilité. Dans le second, elles peuvent, en revanche, tout à fait être victimes des assauts unilatéraux d'une puissance qui leur est supérieure, subissant cette fois un conflit armé dans son occurrence, et amoindrissant l'influence de l'effet de sélection.

Une autre confusion apparaît à travers la lecture d'un passage du livre :

« Quand nous écrivons que les démocrates « essayent davantage » (*try harder*), nous entendons par là que le changement dans la quantité d'efforts fournis par les démocrates en guerre comparé à leurs efforts militaires ou défensifs en temps de paix sera plus important que ce qu'il est pour les autocrates. Nous ne prétendons pas (ni ne nions) que l'ensemble des dirigeants qui dépendent d'une coalition plus importante consacrerait nécessairement plus de ressources pour la guerre que ceux qui dépendent d'une coalition plus petite, bien que cela ait des chances de se produire. »⁴⁷

Les auteurs ont-ils le droit de se défendre de la sorte d'avoir émis l'hypothèse selon laquelle les démocraties en guerre essayent davantage que les autocraties ? Sans doute pas. La logique de leur modèle général est incompatible avec cette affirmation, qui est donc *ad-hoc*.⁴⁸ Un argument majeur et récurrent chez les quatre auteurs consiste à décrire les démocraties comme avantagées par

⁴⁴ S'agirait-il d'une considération marketing plus que d'une démarche scientifiquement légitime ? Kevin CLARKE et Randwall STONE estiment que les conclusions auxquelles parviennent les auteurs sont dues, non pas à la taille de la coalition, mais purement à la nature du régime. Les auteurs s'en défendent. Voir, pour la critique, "Democracy and the Logic of Political Survival". *American Political Science Review*, 2008, 102 (3), p. 387-392. Pour la défense des auteurs, voir "Retesting Selectorate Theory: Separating the Effects of W from Other Elements of Democracy". *American Political Science Review*, 2008, 102 (3), p. 393-400.

⁴⁵ *The Logic of Political Survival*, op. cit., p. 243-244.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 265.

⁴⁷ Il s'agit d'une note de fin de chapitre, *ibid.*, p. 494.

⁴⁸ S'agit-il, pour les auteurs, de se protéger contre une éventuelle réfutation en ajoutant une mention ad hoc ? Nous ne pouvons déterminer avec certitude leurs motivations.

rapport aux autocraties, du fait que les leaders ne distribuent pas de ressources à leurs supporters de manière privée. Dès lors, ils consacrent plus de moyens à l'effort de guerre que ne le font les autocrates, et non pas plus de moyens que les autocrates comparé aux habitudes de chacun en temps de paix.⁴⁹

Cette question n'est pas anodine. Si l'on prend toute la mesure de cette précision, alors la démocratie n'a plus d'avantage comparatif dans la guerre lorsque celle-ci débute. De la même manière, l'état de paix entre démocraties perd également une raison de s'observer.⁵⁰ Par conséquent, nous choisirons d'ignorer cette remarque, plutôt que de la considérer et ainsi de réduire presque à néant la portée de la théorie que ces auteurs ont forgée.

Par la suite, les auteurs tenteront d'ailleurs de peaufiner certains aspects de leur modèle à partir de la même charpente théorique. On retrouvera certains des défauts que nous avons déjà identifiés, comme le problème de la guerre subie.⁵¹ Une précision quant à leurs précédentes hypothèses est apportée : les démocraties ne font pas d'effort de guerre inférieur aux autocraties dans les premières phases de la guerre, puis lorsque la guerre se prolonge, amplifient leurs efforts comparativement aux autocraties. Implicitement, ils confirment par là même que la précision que nous avons retranscrite était inappropriée.

Autre dimension à aborder, après l'analyse des postulats et hypothèse en soi, celle de leur pertinence empirique. Nous choisissons de nous référer à la guerre du Vietnam, affrontement militaire considéré comme représentatif à la fois des échantillons de cas étudiés dans les débats savants que du comportement des démocraties en guerre. En l'occurrence, les caractères de ce conflit, et des unités politiques qui le mènent, ne correspondent clairement pas à ceux dépeints par BdM. C'est ce que l'on peut observer à la fois au regard de l'entrée en guerre des belligérants et au regard de leurs performances militaires.

⁴⁹ D'ailleurs, dans une autre partie de l'ouvrage, les auteurs avancent cette fois que les dirigeants de pays démocratiques « essayent davantage en guerre, engageant proportionnellement plus de ressources dans leurs efforts de guerres que ne le font les dirigeants qui dépendent de petites coalitions [soit un autocrate]. » *Ibid.*, p. 252. Certes, le terme « proportionnellement » est quelque peu équivoque. Mais il semble bien ici faire référence aux ressources d'un État démocratique comparé à un état non-démocratique, et non à la comparaison entre période de paix et de guerre. Ils réaffirment ce principe en p. 260. Cette thèse ; en soit défendable, trouvera de meilleurs avocats en Benjamin O. FORDHAM et Thomas C. WALKER. « Kantian Liberalism, Regime Type, and Military Resources Allocation: Do Democracies Spend Less? » *International Studies Quarterly*, 48 (2), p. 296-313 et en Benjamin E. GOLDSMITH. « Defense Effort and Institutional Theories of Democratic Peace and Victory: Why Try Harder? » *Security Studies*, 16 (2), p. 189-222.

⁵⁰ Ce n'est pas pour autant que leur deuxième hypothèse, celle qui compare les temps de guerre avec les temps de paix, est impropre à être invoquée. En effet, comme ils l'avancent dans leur article de 1999, c'est éventuellement pour satisfaire une partie de leurs supporters intéressés par l'industrie militaire que les autocrates consacrent, même en temps de paix, beaucoup de ressources à ce secteur. Les démocrates, en revanche, y voient un intérêt surtout en temps de guerre et du coup doivent compenser ce retard par un investissement plus important. Il nous paraît logique que les deux affirmations soient assumées, et la précaution ainsi abandonnée.

⁵¹ « Testing Novel Implications from the Selectorate Theory of War ». *World Politics* 56 (3), 2004. p. 363-388.

En ce qui concerne l'entrée en guerre, le conflit vietnamien doit en principe permettre aux hypothèses proposées par BdM d'être confirmées. Les États-Unis ne furent nullement contraints de recourir à la guerre suite à une agression soudaine. Tout au contraire, ils ont eu l'initiative dans l'escalade de la force. Le choix de l'engagement militaire des États-Unis ne s'est pas fait dans la précipitation, et les conditions étaient réunies pour que l'*effet de sélection* s'observe. Or, celui n'a pas lieu. L'Amérique s'engage dans un conflit sans préalablement s'assurer qu'elle le remporterait. Les questionnements quant à la victoire ultime n'étaient pas même prioritaires au sein de l'administration. Il fallait, dans le contexte d'affrontement bipolaire, donner l'assurance au monde de la fiabilité des États-Unis comme allié en secourant le Sud-Vietnam libéral contre la menace provenant du Nord communiste.⁵² Il fallait également, et surtout, pour le président américain Lyndon Johnson, s'assurer du soutien d'un grand nombre de parlementaires afin de faire voter par le Congrès son ambitieux programme de réformes sociales connu sous le nom de « Grande société ». À cette fin, Johnson ne pouvait pas se permettre de se faire critiquer pour son laxisme à l'égard des communistes. Gagner la guerre n'apparaît donc pas comme l'objectif prioritaire des gouvernants démocrates. Cet épisode, pourtant propice à la réalisation de la thèse de BdM, la contredit finalement.

La conduite de la guerre, n'est pas davantage favorable aux thèses de l'auteur. Contrairement à ce qu'il émet, l'État démocratique engagé, en l'occurrence les États-Unis, n'a pas consacré d'effort de guerre supérieur à son ennemi non-démocratique. Certes, le nombre de troupes américaines déployées sur le terrain est élevé, et la guerre onéreuse. Mais, d'une part, cela ne fait guère le poids face aux sacrifices sans limite consentis par les combattants communistes. D'autre part, d'un point de vue qualitatif, la conduite de la guerre, côté américain, s'est faite en fonction d'impératifs politiques, aux dépens de l'efficacité stratégique. Pour éviter la contestation, les coûts humains provoqués par les opérations armées doivent être modestes. Les méthodes conventionnelles sont alors jugées préférables à la contre-insurrection. Le recours massif aux bombardements aériens et l'usage intensif de l'artillerie doivent permettre d'éviter d'exposer les soldats américains au feu ennemi. Le matériel, point fort de l'armée américaine, prend le pas sur l'humain dans les combats, lorsqu'il ne le remplace pas complètement. L'approche retenue par Washington a alors consisté en un engagement conventionnel, sans être approprié à la nature irrégulière de la guerre.⁵³ Le belligérant démocratique n'a donc pas été en mesure de fournir les efforts nécessaires pour s'assurer de la victoire. Ironiquement, nous pouvons remarquer que ce sont des processus

⁵² U.S. Department of State, Office of the Historian, *Foreign Relations of the United States*, document 193, papier préparé par le sous-secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale John McNaughton le 10 mars 1965 est mentionné dans la plupart des récits historiques de la période.

⁵³ Andrew KREPINEVICH. *The Army and Vietnam*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

démocratiques qui ont contraint l'exécutif à agir avec retenue.⁵⁴ Tout au contraire, et à l'inverse de ce que prévoit BdM, les Nord-Vietnamiens ont, quant à eux, fourni un effort de guerre en tout point considérable, tant sur le plan matériel, humain que moral.

En élaborant un cadre théorique et conceptuel minimaliste, BdM ne s'est pas doté des outils nécessaires afin de penser la démocratie de manière réaliste. La vision numérique de la démocratie qu'il propose, au sein de laquelle le chef de l'exécutif agit seul, uniquement en fonction de son entreprise belliqueuse et en vue de sa réélection, est sans doute trop réductrice. Parallèlement, il n'est pas davantage fait cas de la complexité du fait guerrier. Dans notre exemple, le fait qu'un belligérant faible d'un point de vue militaire affiche un niveau de détermination tel qu'il parvient à compenser son handicap matériel relatif est un phénomène qui échappe à son modèle explicatif. Il s'agit pourtant d'un trait caractéristique et bien connu des conflits asymétriques, si répandus aujourd'hui.

Notons, par ailleurs, que BdM et ses collaborateurs proposent une explication déterministe du comportement des démocraties à l'égard de la guerre : la supériorité des démocraties n'est pas censée être tendancielle, mais absolue, et ce pour deux raisons. D'une part, les démocraties sont démesurément favorisées. D'autre part, et surtout, c'est cette suprématie qui est censée expliquer l'absence de guerre entre démocraties. En l'occurrence, les démocrates, bien plus que les autocrates, font tout pour éviter la défaite militaire, car elle leur serait trop préjudiciable politiquement du fait du poids des masses. Ils choisissent alors de ne mener que des guerres qu'ils sont certains de gagner, tout comme ils sont disposés à utiliser une grande partie de leurs ressources pour atteindre la victoire une fois en guerre. La défaite militaire leur étant inenvisageable, les dirigeants d'une démocratie trouveront toujours une solution diplomatique à une dispute si celle-ci les oppose à une autre démocratie, d'autant que chacune des deux parties a conscience que l'autre est prête à jeter toutes ses forces dans la bataille. C'est donc l'invincibilité des démocraties en général qui est la cause de l'état de paix qu'elles connaissent entre elles. Mais alors, si d'un point de vue empirique, l'invincibilité des démocraties ne s'observe pas, alors même que l'état de paix entre démocraties, lui, continue d'exister, cela implique que le facteur mis en lumière par BdM et ses collaborateurs n'est pas pertinent, puisque l'effet s'observe plus souvent que sa cause présumée.

Nous venons de formuler plusieurs critiques à l'égard des théories de BdM, et de ses collaborateurs. On peut se demander si ces nombreuses déficiences ne sont pas à identifier en amont de leurs hypothèses, au niveau de leurs postulats. Bien sûr, il ne s'agit pas de contester la validité, ni même le réalisme (au sens commun du terme), de ces postulats. Nous avons déjà

⁵⁴ Alexander B. DOWNES. "How Smart and Tough are Democracies? Reassessing Theories of Democratic Victory in War" *International Security*, 2009, 33 (4), p. 9-51

expliqué qu'une enquête ne pouvait tester que la validité d'hypothèses. Les postulats dont elles découlent sont un point de départ que l'on demande au lecteur d'accepter. Mais une fois les hypothèses infirmées, on peut s'interroger sur la pertinence de certains postulats à fournir des hypothèses précises. La différence entre un régime qui est démocratique et un régime qui ne l'est pas doit-elle uniquement tenir dans le nombre d'individus impliqués dans le processus de sélection des leaders, et dans la manière qu'ils ont d'utiliser les ressources matérielles nationales ? Comme pour les autres théories de la VD, la vision propre à BdM et ses collaborateurs du fonctionnement démocratique les empêche de prendre en considération la légitimité de la guerre comme action publique. Or, c'est ce facteur qui permet d'appréhender le rôle de la contestation, qu'elle soit anticipée ou constatée, et d'expliquer la manière dont le gouvernement d'un pays démocratique utilise les ressources, en tout genre, qu'il a à sa disposition pour mener la guerre.⁵⁵ L'issue du conflit dépend donc d'un élément qu'ils sont dans l'incapacité de prendre en considération s'ils conservent leur approche institutionnelle et numérique de la démocratie.

Par ailleurs ils ne recourent pas, ou de façon marginale, à une enquête empirique, de quelque nature que ce soit. Leurs hypothèses et conclusions sont formalisées, mais, le plus souvent, ne sont pas testées. Il n'existe donc aucun lien, ou presque, entre leur fort élégante théorie et la réalité historique.

Concernant, plus précisément, BdM, on peut s'interroger sur la pertinence de son cadre général d'analyse coûts/bénéfices qu'il utilise maintenant depuis le début des années 1980⁵⁶. Les coûts matériels inhérents à la guerre, pour chaque belligérant, sont tels que les bénéfices tangibles, les seuls susceptibles d'être compatibles avec la vision en termes de choix rationnels qu'il propose, sont très restreints. En effet, les ressources dont il est question sont censées être utilisables par les leaders pour assurer une redistribution au sein de la société. Dans cette perspective, et si l'on accepte, comme Waltz le fait, que lorsqu'il est question de guerre, il existe une « apparente disproportion entre l'effort et le résultat final », alors l'*homo aconomicus* devrait être un homme pacifique.⁵⁷

⁵⁵ Elie BARANETS. *La démocratie irrésistible ? Une explication des défaites des démocraties à travers l'étude des guerres menées par les États-Unis au Vietnam et par Israël au Liban*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux, 2015.

⁵⁶ Il ne s'agit pas de remettre en cause ici les théories du choix rationnel en général, ni même pour ce qui est de l'étude de la guerre, mais simplement d'une critique des postulats choisis par BdM.

⁵⁷ C'est sur la base de ce raisonnement que Kenneth WALTZ propose la comparaison suivante : « Se demander qui a gagné une guerre donnée, dit-on, revient à se demander qui a gagné le tremblement de terre de San Francisco », *Man, the State, and War*. New York : Columbia University press, 2001 [1959]. p. 1. Cette perspective lui permet, une fois développée, d'identifier les causes de la guerre non pas au niveau individuel (première image), mais au niveau du système international (troisième image). On pourrait aller plus loin et se poser cette question pour le cadre conceptuel général de BdM. Dans sa logique, et en prenant en considération les gains éventuels que l'on peut tirer de la guerre comparés aux coûts occasionnés, il n'est pas sûr que chaque partie puisse y trouver son compte, surtout si l'une d'elle est démocratique. Cela ne signifie pas, par ailleurs,

Si la thèse de BdM consiste à proposer que l'on ne prenne plus uniquement en compte les ressources matérielles, mais aussi des gains de toutes sortes, alors la démarche serait vaine. La logique inhérente à ce raisonnement serait tautologique, et son unique prise en compte serait inutile. En effet, chaque action découle forcément de la perspective d'en tirer un gain. Si celui-ci n'est pas uniquement matériel, il peut être idéologique, symbolique et bien évidemment politique (à l'extérieur, et à l'échelle de l'État conçu de manière unitaire, ou bien en interne, et à l'échelle du décideur ou de sa formation). Ce positionnement n'en est pas un puisque rien n'est exclu.⁵⁸

Une telle conception de l'utilité escomptée ne peut avoir d'intérêt que s'il s'agit du point de départ d'une analyse, et pas d'un argument comme c'est le cas dans son fameux article *An Expected Utility Theory of International Conflict*⁵⁹. Mais le prendre comme point de départ, comme il le fait en 1999 et ultérieurement, pose des problèmes au niveau empirique : on imagine mal comment les mêmes ressources qui servent à mener la guerre puissent être allouées de manière quantitative s'il ne s'agit pas de ressources strictement matérielles. Or, nous avons vu que cette perspective était inadaptée à la réalité de la guerre.

L'approche de BdM et ses collaborateurs souffre ainsi de nombreuses lacunes, mais qui ne doivent pas faire oublier son apport aux questions qui nous intéressent. Elle s'inscrit déjà dans la droite ligne d'une série de plusieurs articles et ouvrages qui ont contribué à proposer une approche des conflits internationaux et du rôle des régimes politiques. Elle a également le rare mérite de tenter d'expliquer beaucoup de choses – le résultat des conflits armés impliquant des démocraties, la manière dont les dirigeants choisissent leurs guerres, la conduite de la guerre, ou encore la paix démocratique – en ne prenant en compte que peu de choses : les différences quantitatives dans les modalités de sélection des gouvernants entre régimes politiques. D'ailleurs ces différences sont tangibles et clairement identifiables : elles sont institutionnelles (ou

qu'il ne peut pas exister d'explication rationnelle de la guerre, voir James D. FEARON, « Rationalist Explanation for War », *International Organization*, 49 (3), 1995 p. 379-414.

⁵⁸ Janice Gross STEIN et David A. WELCH soulignent qu'une conception vague de la rationalité est compatible avec l'analyse des processus décisionnels stratégiques, mais que le terme est trop imprécis pour qu'il débouche sur une prédiction, et même une explication. La rationalité perçue de manière plus circonscrite offre, en principe, plus de perspectives au chercheur, mais est inappropriée en pratique, la prise de décision relevant de logiques fort complexes. Les deux auteurs s'en prennent ensuite plus particulièrement à BdM. Contrairement à ce que ce dernier prétend, il ne serait pas en mesure d'expliquer les choix de politique étrangère. En effet, la maximisation de l'utilité escomptée, qui est à la base de son modèle, est un processus indéterminé chez lui, dans la mesure où on ne sait pas ce que les unités politiques sont censées maximiser. Et s'il s'agit de leurs préférences, cela signifie que l'élément central est exogène, « Rational and Psychological Approaches to the Study of International Conflict: Comparative Strengths and Weaknesses » In Nehema GEVA et Alex MINTZ (dir.). *Decision Making on War and Peace. The Cognitive-Rational Debate*, Boulder : Rienner, 1997, p. 51-77. Plus nuancé, Alex MINTZ estime que l'approche rationnelle est plus utile pour prédire que ne le sont les approches cognitives, plus descriptives, et moins normatives, « Foreign Policy Decision-making: Bridging the Gap Between the Cognitive Psychology and Rational Actor 'Schools' » In Nehema GEVA et Alex MINTZ (dir.). *Decision Making on War and Peace. The Cognitive-Rational Debate*, Boulder : Rienner, 1997, p. 1-7.

⁵⁹ *Op. cit.*

procédurales). La dimension libérale de la démocratie (ou qualifiée de normative/culturelle) est absente et rend leurs propos plus lisibles. Ce n'est guère le cas pour toutes les autres hypothèses avancés dans ces débats.

Que leur théorie échoue à rendre compte des phénomènes historiques n'est pas un mince problème. Mais elle n'en a pas le monopole ; puis l'élégance générale de la théorie est fort louable, d'autant qu'elle est rare. Certes, leur vision de la démocratie est sans doute simpliste. C'est un constat qui vaut aussi pour leur manière de concevoir l'usage de moyens coercitifs. Néanmoins, la parcimonie avec laquelle ces auteurs s'attachent à expliquer le comportement des démocraties en guerre nous permet d'identifier plus clairement les insuffisances de leurs travaux, si nombreuses soient-elles. Ils exposent régulièrement leurs hypothèses au risque qu'elles soient réfutées et n'hésitent pas à reconnaître leurs erreurs, ce qui signifie que leur démarche n'entrave pas la progression du débat scientifique. Potentiellement en tout cas, car dans la pratique, les autres spécialistes ignorent leurs travaux. Et réciproquement.

Cet oubli est dommageable dans la mesure où Dan Reiter et Allan Stam auraient par exemple pu s'inspirer de la recherche de cohérence théorique du modèle proposé par BdM et ses collègues, qui inversement auraient pu prendre exemple sur les pratiques des autres auteurs pour tester empiriquement leurs idées. Ce ne sont pas les mêmes méthodes employées par chacun des « camps », et sans doute ces différences révèlent des incompatibilités de nature métathéoriques rendant, dans une certaine mesure, les propos de chacun incommensurables à l'autre. Mais cela ne peut être la raison de cette mise à l'écart. Ce genre d'opposition est courant en RI et il n'empêche pas la tenue d'un débat. À en croire Alexander Wendt, les différences de nature ontologique ne doivent pas être un obstacle à l'interaction.⁶⁰ Un réaliste comme Michael Desch souligne justement les différences épistémologiques qui l'opposent à ceux qui, contrairement à lui, considèrent que la démocratie est un facteur central, et plus précisément un atout vis-à-vis de la guerre. Il a sûrement moins de points communs avec eux que n'en ont BdM et ses collègues. Cela ne l'a pourtant pas empêché de débattre avec David Lake et Reiter et Stam qui, sur le fond, dressent en plus des conclusions similaires à celles dressées par BdM et ses collaborateurs.⁶¹ Ils proposent, comme Reiter et Stam, une théorie de l'*effet de sélection*, sans la nommer, qui n'opère qu'en démocratie. Comme Lake, ils estiment aussi que les États démocratiques bénéficient d'une capacité accrue à extraire à partir de leur société les ressources nécessaires à l'effort de guerre.

⁶⁰ Alexander WENDT. *Social Theory of International Politics*, op. cit., p. 37. Wendt renvoie ici à Martin WIGHT. *Why Is There No International Theory*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

⁶¹ On retrouvera l'ensemble de ces correspondances dans Michael E. BROWN, COTE Jr. Owen R., Sean M. LYNN-JONES et Steven E. MILLER, *Do Democracies Win Their Wars*, Cambridge : MIT Press, 2011.

Sans doute l'étiquetage de ces publications explique-t-il plus de choses ici que leur contenu en substance. BdM et ses collègues se sont, quelque part, exclus eux-mêmes de ce débat. Ils ont explicitement orienté les conclusions de leurs travaux comme étant principalement profitables au débat sur la paix démocratique. Quant aux biais inhérents à ces questions, ils ne sont manifestement pas tous de nature scientifique. Ce débat est probablement influencé par des rivalités académiques et institutionnelles, dont nous ignorons tous les tenants et aboutissants. Plus que de nous éclairer sur la réalité de la guerre, un exposé critique de la vision de cet auteur nous en dit finalement long sur certains des excès qui peuvent caractériser la production scientifique.

Bibliographie

- ALTFELD, Michael F. et BUENO DE MESQUITA, Bruce. «Choosing Sides in Wars». *International Studies Quarterly*, 1979, 23 (1), p. 87-112.
- ARON Raymond. *Paix et guerre entre les nations*. 8^e éd. Paris : Calmann-Levy, 2004 [1962], 794 p.
- BARANETS, Elie. *La démocratie irrésistible ? Une explication des défaites des démocraties à travers l'étude des guerres menées par les États-Unis au Vietnam et par Israël au Liban*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux, 2015.
- BROWN, Michael E., COTE Jr. Owen R., Sean M. LYNN-JONES et Steven E. MILLER, *Do Democracies Win Their Wars*, Cambridge : MIT Press, 2011, 294 p.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. "Systemic Polarization and the Occurrence and Duration of War". *The Journal of Conflict Resolution*, 1978, 22 (2), p. 241-267.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. "An Expected Utility Theory of International Conflict". *The American Political Science Review*, 1980, 74 (4), p. 917-931.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. *Risk, Power Distributions, and the Likelihood of War*. *International Studies Quarterly*, 1981, 25 (4), p. 541-568.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. *The War Trap*. New Haven : Yale University Press, 1981. 223 p.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. "The War Trap Revisited: A Revised Expected Utility Model". *The American Political Science Review*, 1985, 79 (1), p. 156-177.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce. "Conceptualizing War: A Reply". *The Journal of Conflict Resolution*, 1987, 31 (2), p. 370-382.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce et LALMAN, David. «Domestic Opposition and Foreign War». *The American Political Science Review*, 1990, 84 (3), p. 747-765.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce et LALMAN, David. *War and Reason: Domestic and International Imperatives*. New Haven : Yale University press, 1992, 336 p.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH, Alastair. "An Institutional Explanation of the Democratic Peace". *The American Political Science Review*, 1999, 93 (4), p. 791-807.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH, Alastair. "Policy Failure and Political Survival: The Contribution of Political Institutions." *The Journal of Conflict Resolution*, 1999, 43 (2), p. 147-161.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH, Alastair. "Policy Failure and Political Survival: The Contribution of Political Institutions." *The Journal of Conflict Resolution*, 1999, 43 (2), p. 147-161.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH, Alastair. "Political Institutions, Policy Choice and the Survival of Leaders". *British Journal of Political Science*, 2002, 32 (4), p. 559-590.

- BUENO DE MESQUITA, Bueno, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH Alastair. *The Logic of Political Survival*. Cambridge : MIT Press, 2003, 536 p.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph M. et SMITH, Alastair. "Testing Novel Implications from the Selectorate Theory of War". *World Politics* 56 (3), 2004. p. 363-388.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, MORROW, James D., SIVERSON, Randolph and SMITH Alastair. "Retesting Selectorate Theory: Separating the Effects of W from Other Elements of Democracy". *American Political Science Review*, 2008, 102 (3), p. 393-400.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce et ROOT, Hilton L. *Governing for Prosperity*. New Haven : Yale University Press, 2000. 274 p.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce et SIVERSON, Randolph M. "War and the Survival of Political Leaders: A Comparative Study of Regime Types and Political Accountability". *The American Political Science Review*, 1995, 89 (4), p. 841-855.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce et SIVERSON, Randolph M. "Nasty or Nice? Political Systems, Endogenous Norms, and the Treatment of Adversaries." *The Journal of Conflict Resolution*, 1997, 41 (1), p. 175-199.
- BUENO DE MESQUITA, Bruce, SIVERSON, Randolph M. et WOLLER, Gary. "War and the Fate of Regimes: A Comparative Analysis". *The American Political Science Review*, 1992, 86 (3), p. 638-646.
- CLARKE, Kevin et STONE, Randall. "Democracy and the Logic of Political Survival". *American Political Science Review*, 2008, 102 (3), p. 387-392.
- DOWNES, Alexander B. "How Smart and Tough are Democracies? Reassessing Theories of Democratic Victory in War" *International Security*, 2009, 33 (4), p. 9-51.
- FEARON, James. « Rationalist Explanations for War », *International Organization*, 49 (3), 1995, p. 383.
- FORDHAM, Benjamin O. et Thomas C. WALKER. « Kantian Liberalism, Regime Type, and Military Resources Allocation: Do Democracies Spend Less? » *International Studies Quarterly*, 48 (2), p. 296-313.
- GILPIN, Robert. *War and Change in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1981, 272 p.
- GOEMANS, Hein. *War and Punishment: The Causes of War Termination and the First World War*. Princeton : Princeton University Press, 2000, 355 p.
- GOLDSMITH, Benjamin E. « Defense Effort and Institutional Theories of Democratic Peace and Victory: Why Try Harder? » *Security Studies*, 16 (2), p. 189-222.
- HOROWITZ, Michael, MCDERMOTT, Rose et STAM Allan C. "Leader Age, Regime Type, and Violent International Relations". *Journal of Conflict Resolution*, 2005, 49 (5), p. 661-685.
- KREPINEVICH, Andrew. *The Army and Vietnam*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.
- MALINIAK, Daniel, Sue PETERSON et Mike TIERNEY, *TRIP around the World. Teaching, Research, and Policy Views of International Relations Faculty in 20 Countries*, Williamsburg, The Institute for the Theory and Practice of International Relations, College of William & Mary, 2012, 96 p.
- MINTZ Alex. « Foreign Policy Decision-making: Bridging the Gap Between the Cognitive Psychology and Rational Actor 'Schools' » In Nehema GEVA et Alex MINTZ (dir.). *Decision Making on War and Peace. The Cognitive-Rational Debate*, Boulder : Rienner, 1997, p. 1-7.
- NEUMANN, John Von et Oskar MORGENSTERN. *Theory of Games and Economic Behavior*. Princeton: Princeton University Press, 1953, 641 p.
- NICHOLSON, Michael. "The Conceptual Bases of the War Trap". *The Journal of Conflict Resolution*, 1987, 31 (2), p. 346-369.
- REED, William et CLARK, David H. "War Initiators and War Winners: The Consequences of Linking Theories of Democratic War Success". *Journal of Conflict Resolution*, 2000, 44 (3), p. 378-395.

- REITER, Dan et STAM, Allan C. *Democracies at War*. Princeton : Princeton University Press, 2002. 283 p.
- SIVERSON, Randolph. "Democracies and War participation: In Defense of the Institutional Constraint Argument". *European Journal of International Relations*, 1995, 1 (4), p. 481-489.
- STEIN, Janice Grooss et WELCH David A. « Rational and Psychological Approaches to the Study of International Conflict: Comparative Strengths and Weaknesses » In Nehema GEVA et Alex MINTZ (dir.). *Decision Making on War and Peace. The Cognitive-Rational Debate*, Boulder : Rienner, 1997, p. 51-77.
- TULLOCK, Gordon. *Autocracy*. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers, 1987. 231 p.
- WAGNER, Harrison. « Review: War and Expected-utility Theory ». *World Politics*, 1984, 36 (3), p. 407-23.
- WALTZ, Kenneth N. *Man, the State, and War*. New York : Columbia University press, 2001 [1959]. 263 p.
- WALTZ, Kenneth N. *Theory of International Politics*, Long Grove : Waveland Press, 1979, 251 p.
- WENDT, Alexander. *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, 447 p.